

#### 4 Éléments nécessaires à la composition du dossier

##### 4.1) Examen au cas par cas

La demande d'examen au cas par cas se fait à partir d'un formulaire type (imprimé Cerfa 14734\*02), qui comporte principalement une description sommaire du projet (nature, localisation et dimensions) et une analyse succincte de l'état initial de la zone et des milieux susceptibles d'être affectés par le projet et de ses effets négatifs et positifs sur l'environnement (faune, flore, sol, eau, air, bruit, etc.).

##### 4.2) Étude d'impact systématique ou décidée après un examen au cas par cas

Le contenu de l'étude d'impact doit être proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et la nature des travaux projetés et à leur incidence prévisible sur l'environnement ou la santé.

L'étude d'impact doit comporter :

- une description du projet comportant des informations relatives à sa conception et à ses caractéristiques, une description des exigences techniques en matière d'utilisation du sol lors des phases de construction et de fonctionnement. Pour les installations relevant des ICPE, la description pourra être complétée dans le dossier spécifique à cette procédure ;
- une analyse de l'état initial de la zone et des milieux susceptibles d'être affectés par le projet, portant notamment sur la population, la faune et la flore, les habitats naturels, les sites et paysages, les biens matériels, les continuités écologiques, les équilibres biologiques, les facteurs climatiques, le patrimoine culturel et archéologique, le sol, l'eau, l'air, le bruit, les espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ou de loisirs, ainsi que les interrelations entre ces éléments ;
- une analyse des effets négatifs et positifs, du projet sur l'environnement, directs et indirects, temporaires (y compris pendant la phase des travaux) et permanents, à court, moyen et long terme, sur la consommation énergétique, la commodité du voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses), l'hygiène, la santé, la sécurité, la salubrité publique, ainsi que le cumul et l'interaction de ces effets entre eux ;
- une analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus. Ces projets sont ceux qui ont fait l'objet d'un document d'incidences et d'une enquête publique ou d'une étude d'impact ;
- une esquisse des principales solutions de substitution examinées par le maître d'ouvrage et les raisons pour lesquelles, eu égard aux effets sur l'environnement ou la santé humaine, le projet présenté a été retenu ;
- les éléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet avec l'affectation des sols définie par le document d'urbanisme opposable, ainsi que, si nécessaire, son articulation avec le schéma régional de cohérence écologique ;
- les mesures prévues par le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage pour :

- éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ;
  - compenser, quand c'est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé qui n'ont pu être évités ou suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, le maître d'ouvrage justifie cette impossibilité ;
- La description des mesures doit être accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes, de l'exposé des effets attendus de ces mesures à l'égard des impacts du projet ainsi que d'une présentation des principales modalités de suivi de ces mesures et de leurs effets ;

- une présentation des méthodes utilisées pour établir l'état initial visé ci-dessus, évaluer les effets du projet sur l'environnement et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré ;
- une description des difficultés éventuelles, de nature technique ou scientifique, rencontrées par le maître d'ouvrage pour réaliser cette étude ;
- les noms, les qualités précises et complètes du ou des auteurs de l'étude d'impact et des études qui ont contribué à sa réalisation ;
- lorsque certains des éléments requis figurent dans l'étude de dangers pour les installations classées pour la protection de l'environnement, il en est fait état dans l'étude d'impact ;
- lorsque le projet concourt à la réalisation d'un programme de travaux dont la réalisation est échelonnée dans le temps, l'étude d'impact comprend une appréciation des impacts de l'ensemble du programme. Afin de faciliter la prise de connaissance par le public des informations contenues dans l'étude, elle est précédée d'un résumé non technique des informations qui peut faire l'objet d'un document indépendant.

#### 5 Bonnes pratiques

- Demander au service instructeur un cadrage préalable à la réalisation de l'étude d'impact, afin de mieux cerner la précision des informations à fournir.
- Engager une concertation avec la DREAL, en proposant une visite sur site et un exposé du projet, avant de déposer officiellement le dossier pour lever d'éventuels points de blocage.
- Anticiper les recensements faunistiques et floristiques en profitant des périodes propices.
- Dans le cadre de l'examen au cas par cas, la première entrée d'un projet est très souvent le défrichement. Il convient de bien décrire le projet dans son ensemble, avec tous les travaux prévus, dans le formulaire de demande d'examen du défrichement, afin de permettre à l'AE de se prononcer sur le projet global et d'éviter la multiplication des formulaires au fil des différentes étapes.
- Si nécessaire, réaliser une étude d'impact qui réponde aux besoins des différentes procédures auxquelles le projet est soumis. Lors du dépôt de la première demande d'autorisation, d'approbation ou d'exécution du projet qui exige une étude d'impact, indiquer clairement qu'il s'agit d'une situation à procédures multiples.
- Veiller autant que possible à présenter un projet stabilisé pour faciliter le déroulement des procédures, en évitant les mises à jour des dossiers et de l'étude d'impact, synonymes de nouvelles consultations et de délais rallongés. Ceci n'exclut pas que le projet puisse évoluer pour des raisons techniques, économiques et autres qui appartiennent au maître d'ouvrage, mais qu'il convient d'assumer dans le déroulement des procédures.

#### 6 Textes de référence et autres documents utiles

- Décret 2011-2019 du 29 décembre 2011.
- Code de l'environnement : articles L. 122-1 à L. 122-3-5 et R. 122-1 à R. 122-15.
- Formulaire de demande d'examen au cas par cas : Cerfa n° 14734\*02.
- Circulaire de Domaines skiables de France n° 3145 du 9 mars 2012.
- Circulaire de Domaines skiables de France n° 3045 du 21 juin 2010 et note de cadrage jointe, sur l'étude d'impact en montagne.

## ÉTUDE D'IMPACT

### 1 Objet

L'évaluation environnementale d'un projet est une exigence réglementaire européenne et nationale, destinée à analyser les effets d'un projet d'ouvrage ou d'aménagement sur l'environnement, à mesurer leur acceptabilité environnementale et à éclairer les décideurs. Elle s'appuie sur de nombreux outils, notamment l'étude d'impact.

L'étude d'impact vise trois objectifs :

- aider le maître d'ouvrage à concevoir un meilleur projet sur le plan environnemental et à démontrer qu'il prend bien en compte les préoccupations d'environnement ;
  - éclairer les services de l'État sur la nature et le contenu des décisions à prendre, l'étude d'impact étant un préalable à la décision administrative d'autorisation de l'aménagement ou de l'ouvrage ;
  - associer le public en l'informant et en le faisant participer, notamment au travers de l'enquête publique, à la décision finale.
- Si le projet comporte plusieurs ouvrages et/ou aménagements, même s'ils sont étalés dans l'espace et dans le temps, l'étude d'impact doit porter sur la globalité du projet.
- Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012, les projets peuvent être soumis à étude d'impact de manière systématique ou après un examen dit « au cas par cas », en fonction de seuils techniques liés aux caractéristiques des aménagements ou ouvrages.

### 2 Dans quel cas un projet est-il soumis à étude d'impact ?

Les seuils déclenchant l'étude d'impact de manière systématique ou l'examen au cas par cas sont indiqués, par catégories d'aménagement, dans le tableau ci-après. Ces seuils s'appliquent aux nouveaux ouvrages ou aménagements, mais aussi à leurs

modifications ou extensions, qui sont considérées comme des projets à part entière lorsqu'elles atteignent elles-mêmes les seuils de déclenchement. À défaut, la réglementation prévoit néanmoins de s'intéresser aux modifications et extensions en leur appliquant les seuils dans les conditions décrites ci-après.

#### 2.1 Modification d'un projet n'ayant pas fait l'objet d'une étude d'impact à l'origine

##### a) Projet initial autorisé depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012

Une étude d'impact ou un examen au cas par cas est exigé, dès que la somme « projet initial + modifications ou extensions » atteint les seuils de déclenchement.

##### b) Projet initial réalisé avant le 1<sup>er</sup> juin 2012

En cas de modification ou d'extension d'un projet, elle sera soumise aux nouvelles dispositions réglementaires sans prendre en compte l'aménagement initial pour déterminer les seuils.

#### 2.2 Modification d'un projet ayant fait l'objet d'une étude d'impact à l'origine

Sans distinction de date de réalisation, tous les projets ayant déjà fait l'objet d'une étude d'impact à l'origine sont soumis à une nouvelle étude ou à un examen au cas par cas, dès que la somme des modifications ou extensions ultérieures du projet, réalisées sur une période glissante de 5 ans, atteint les seuils de déclenchement. L'aménagement initial n'est donc pas pris en compte pour déterminer les seuils.

*N.B. : les remontées mécaniques démontables et transportables, du type téléski à câble bas, et les tapis roulants ne sont pas concernés par l'étude d'impact. De même, plus généralement et sauf exception, les travaux d'entretien, de maintenance et les grosses réparations, quels que soient les ouvrages ou aménagements auxquels ils se rapportent, ne sont pas soumis à cette procédure.*

Tableau des seuils et critères de déclenchement

Type de projet	Objet du projet	Seuils et critères de déclenchement	Étude d'impact systématique	Étude d'impact au cas par cas
Remontées mécaniques	Création, extension ou remplacement	Débit > 1 500 p/h	X	
		Débit ≤ 1 500 p/h		X
Pistes de ski (terrassment)	Travaux en site vierge*	Superficie ≥ 2 ha	X	
		Superficie < 2 ha		X
	Travaux hors site vierge	Superficie ≥ 4 ha	X	
		Superficie < 4 ha		X

Suite du tableau en page suivante ►

Type de projet	Objet du projet	Seuils et critères de déclenchement	Étude d'impact systématique	Étude d'impact au cas par cas
Installations d'enneigement	En site vierge	Surface enneigée ≥ 2 ha	X	
		Surface enneigée < 2 ha		X
	Hors site vierge	Surface enneigée ≥ 4 ha	X	
		Surface enneigée < 4 ha		X
	Captage des eaux souterraines	Si prélèvements permanents issus d'un forage ou puits soumis à autorisation IOTA*	X	
	Ouvrage de transfert d'eau	Si le prélèvement associé est soumis à autorisation IOTA	X	
	Installation de compression d'air	Installations soumises à autorisation ICPE*	X	
		Installations soumises à enregistrement ICPE		X
Retenue d'altitude	Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux et à les stocker de manière durable	Barrages de retenue soumis à autorisation IOTA	X	
Bâtiments	Création ou extension	Installations soumises à autorisation ICPE	X	
		Installations soumises à enregistrement ICPE		X
Tous les projets	Défrichement soumis à autorisation	Superficie totale, même fragmentée ≥ 25 ha	X	
		Superficie totale, même fragmentée < 25 ha		X

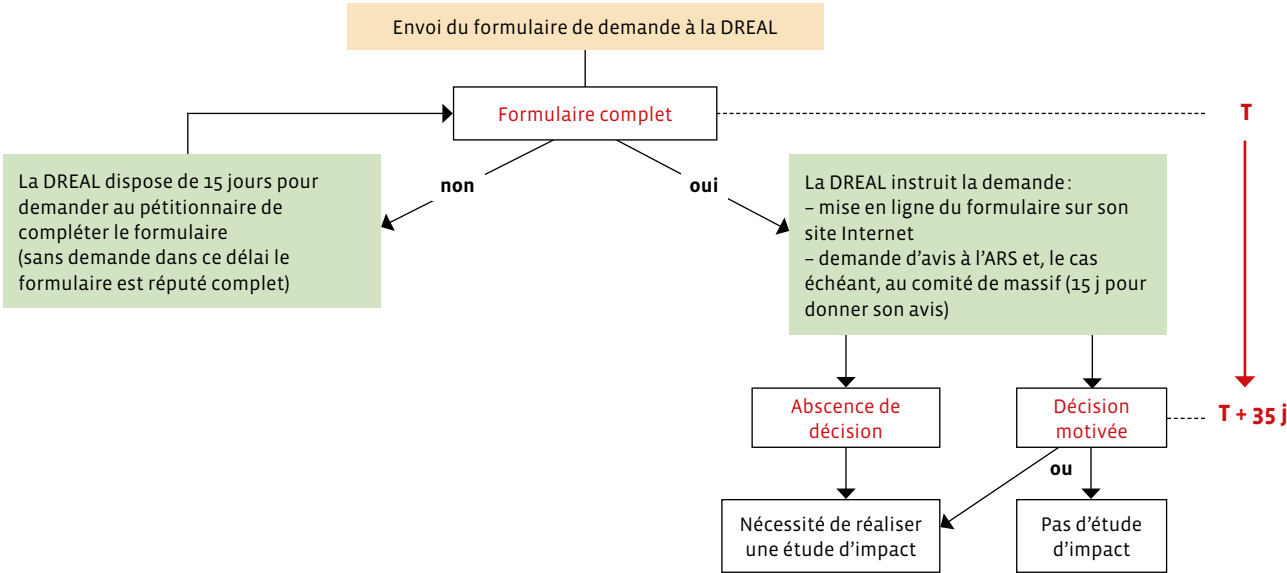
\* **site vierge** : site non accessible gravitairement depuis les remontées mécaniques ou du fait de la difficulté du relief.  
\* **IOTA** : Installations, ouvrages, travaux et activités  
\* **ICPE** : Installations classées pour l'environnement

3 Procédure et délais prévisionnels

3.1 Examen au cas par cas

À l'aide du formulaire de demande d'examen au cas par cas envoyé en deux exemplaires par pli recommandé ou voie électronique, le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage doit demander à l'Autorité environnementale (AE) si son projet doit faire l'objet ou non d'une étude d'impact. En général, l'AE est le préfet de région

et, en pratique, la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL). L'AE dispose de 35 jours, à compter de la réception du formulaire complet, pour informer le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage de la nécessité ou non de réaliser une étude d'impact. Seule une réponse explicite de l'administration indiquant que le projet en est dispensé autorise à ne pas réaliser l'étude. L'absence de réponse dans le délai imparti vaut obligation de réaliser une étude d'impact.



3.2 Étude d'impact systématique ou décidée après un examen au cas par cas

Le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage doit joindre l'étude d'impact au dossier de demande d'autorisation, d'approbation ou d'exécution du projet transmis au service instructeur (en général la mairie). Le service instructeur transmet ce dossier pour avis à la DREAL, qui dispose de deux mois à partir de la réception du dossier pour se prononcer. Pour ce faire, elle consulte en général différents services, dont la Direction départementale des territoires (DDT) et l'Agence régionale de santé (ARS). Dès sa signature, l'avis de la DREAL est mis en ligne sur son site Internet et communiqué au pétitionnaire par le service instructeur. Lorsqu'un pétitionnaire dépose plusieurs demandes d'autorisation pour un même projet, qui nécessitent chacune une étude d'impact, il peut demander un avis unique pour l'ensemble du projet. Il doit pour cela réaliser une seule étude d'impact, valable pour toutes les procédures, en indiquant clairement la situation de procédures multiples. L'avis de l'AE, délivré sur la base de la première sollicitation d'un service instructeur, est repris dans toutes les procédures et chaque autorisation est prise en connaissance de l'étude d'impact et de l'avis de l'AE.

Cela vaut lorsqu'il s'agit d'un seul et même projet, non modifié substantiellement pendant tout le déroulement des différentes procédures. Il est de la responsabilité du maître d'ouvrage de s'assurer que le projet n'est pas modifié. Dans le cas contraire, l'étude d'impact initiale doit être modifiée en conséquence et proportionnellement. En cas de modification substantielle, l'étude d'impact modifiée est transmise à l'occasion des procédures qui l'exigent et l'AE émet un nouvel avis sur la base de l'étude modifiée, cela autant de fois que nécessaire. Le maître d'ouvrage peut aussi demander un cadrage préalable de l'étude d'impact au service instructeur du dossier d'autorisation du projet. Cette demande, facultative, permet d'avoir un avis sur le degré de précision des informations à fournir dans l'étude d'impact. À ce stade, l'autorité compétente n'a pas de délai réglementaire pour répondre à la demande. Dans la pratique, le maître d'ouvrage peut également solliciter l'AE sur une étude d'impact provisoire avant le dépôt du dossier, mais ceci n'est pas prévu réglementairement et dépend donc de la capacité et de la disponibilité de l'AE pour répondre.

